Newsletter n°72

Juillet, août, septembre 2019

Collectif des Familles de Disparus en Algérie

Une fête de l'indépendance placée sous le signe de la contestation

Ce 20eme vendredi du soulévement populaire appelé le Hirak a coïncidé, le 5 juillet 2019, avec le 57ème anniversaire de l'indépendance du pays. Encore plus nombreux que les vendredis précédents, les algériennes et la algériens sont masivement descendus dans la rue afin de réclamer la fin du système et l'instauration d'un Etat de droit.

Lors de cette marche, l'une des revendications concernait notamment l'arrêt des interpellations de manifestants. Si le président par intérim a salué le caractère pacifique du mouvement et la "*retenue des forces de sécurité*", les arrestations de manifestants se sont multipliées.

En effet, ces manifestations sont rythmées par de nombreuses arrestations. Qu'il s'agisse d'opposants politiques, d'activistes ou de membres de la société civile, plusieurs personnes ont été arrêtées et souvent placées sous mandat de dépôt.

Si les arrestations ne cessent d'augmenter, le mouvement ne s'essoufle pas. Chaque vendredi les Algériens continuent de manifester et d'affirmer leurs revendications.

Les familles de disparu.e.s toujours fidèles à leur lutte sont sorties en grand nombre manifester aux côtés des centaines de milliers d'autres Algériens pour réclamer la Vérité, la Justice, le changement du système et, enfin, une réelle liberté pour le peuple. Les familles de disparu.e.s les accompagnent dans ces manifestations afin qu'elles puissent elles aussi se faire entendre.

Formation sur les techniques radiophoniques les 18, 19 et 20 juillet à Alger

Cette formation qui s'est tenue les 18, 19 et 20 juillet au siège de SOS Disparus à Alger, s'adressait à des étudiants en communication ou en journalisme intéressés par la défense des droits de l'Homme et souhaitant se former à la réalisation d'émissions de radio.

Animée par une journaliste algérienne, la formation a abordé les divers aspects théoriques concernant la réalisation d'une émission de radio en ligne, depuis la définition du sujet jusqu'au montage, en passant par la documentation, la rédaction des questions, l'interview et la prise de son. Chaque séance pendant ces trois jours de formation s'est accompagnée d'exercices pratiques.

La deuxième journée de cette formation, coïncidant avec le 22ème vendredi du soulèvement populaire, a été consacrée au Hirak, cette manifestation exemplaire qui se tient tous les vendredis depuis le 22 février 2019. Les participants à la formation ont passé l'après midi au milieu des manifestants du Hirak en se mêlant à la foule pour des prises de son en micro trottoir, des interviews et du tournage vidéo. Chacun devant faire un reportage ne dépassant pas les six minutes.

A l'issue de cette formation, les participants ont acquis les connaissances nécessaires pour réaliser des émissions radio, de la préparation jusqu'au montage.

Journée internationale des victimes de disparitions forcées

Le 30 août a été proclamé, par les Nations Unies, Journée internationale à la Mémoire des disparus et ce, grace au travail important des associations des familles de disparus auprès des instances internationales et dans leurs pays respectifs. Toutes les associations de familles de disparus au niveau mondial, commemorent cette journée en mettant en place de nombreux évenement rappelant ce tragique crime contre l'humanité.

Le CFDA, aux cotés de la Fédération euroméditerranéenne contre les disparitions forcées (FEMED) et d'autres organisations telles queAmnesty International, l'Association Marocaine pour les Droits Humains, Association des Parents et Amis de Disparu.e.s au Maroc, le Collectif de Solidarité avec le Nicaragua, le Collectif Paris- Ayotzinapa, Donde Estan, le Forum Marocain pour la Vérité et la Justice, Human Rights Solidarity, Terre et Liberté, et Yakay-Der, a organisé une projection/débat le 30 août 2019 avec pour thème la Mémoire, et une manifestation place de la Répubolique à Paris.

Projection/débat le 30 août 2019

La projection/débat s'est déroulée dans les locaux d'Amnesty International France sous le thème « Disparitions forcées et mémoire ».
Après la diffusion d'un reportage sur la question de la mémoire au Maroc, avec les témoignages de victimes des années de plomb, la parole fut donné à différents intervenants.

Geneviève Garrigos, responsable du pôle Amériques chez Amnesty International a rappelé que le phénomène de disparition forcée est toujours d'actualité, et qu'il est important que les associations continuent leur combat.

Gilles Manceron, historien et co-responsable du groupe de travail "Mémoire, Histoire, Archives" de la ligue des Droits de l'Homme, a ensuite abordé la question de la mémoire d'un point de vue historique. Il a indiqué que la disparition forcée est un phénomène très ancien, mais qui s'est développé avec les états modernes, parfois massivement.

Ensuite, Emmanuel Decaux, professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas Paris II, membre de la CNCDH et ancien président du Comité des disparitions forcées des Nations Unies, a abordé la question de la mémoire et des disparitions forcées

par une approche juridique. La définition d'un nouveau droit de l'Homme qui est de ne pas être soumis à la disparition forcée est né grâce à la Convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Rodrigo Restrepo, membre de l'antenne française de la Commission colombienne pour l'éclaircissement de la Vérité, et membre du collectif des familles qui opère à travers l'unité de recherche des disparus, est ensuite intervenu sur les accords de paix signés en 2016 en Colombie, qui a permis la création de plusieurs instances juridiques dont il fait partie.

Miguel Benasayag, combattant guévariste de la dictature argentine, philosophe et psychanalyste, s'est concentré sur le cas de l'Argentine et de la question de la vérité, comme un axe qui bouge en fonction de la reconnaissance des faits. De plus, l'interprétation de ces faits peut mener à différentes versions de la vérité. Il conclut son intervention en tirant la sonnette d'alarme sur la normalisation de la violence à laquelle nos sociétés assistent aujourd'hui, en prenant l'exemple de la torture qui n'est désormais plus une frontière infranchissable pour les Etats.
S'en sont suivies plusieurs questions et interventions du public et des membres d'associations présents, qui ont contribué à enrichir le débat et l'heure de conclure la conférence est presque trop vite arrivée.

Rassemblement Place de la République à Paris le 31 aout

Le rassemblement public s'est tenu place de la République le samedi 31 août. Une dizaine de personnes se sont portées volontaires pour aider à installer les tentes, expositions photos et stands de documentations qui étaient prévus pour ce rassemblement. Des gâteaux et du thé étaient aussi mis à disposition des visiteurs venant s'informer sur la réalité des disparitions forcées auprès des différentes organisations représentées.

Les associations ont chacune installé un stand de documentation comprenant des livres, des magazines, des brochures ainsi que des pétitions pour informer le grand public sur leur travail et sur la réalité des disparitions forcées dans chaque pays sur lequel elles travaillent. Chaque association a aussi affiché des dizaines de photos de victimes de disparitions forcées ainsi que des photos de rassemblements des associations de familles de disparu(e)s permettant au public de s'informer sur le combat pour la vérité et la justice mené par les familles et leurs représentants à travers le monde.

En milieu d'après-midi, des musiciens kurdes nous ont fait l'honneur de jouer et chanter quelques chansons évoquant le phénomène de la disparition forcée et ses circonstances, attirant ainsi nombre de visiteurs. Il s'en est suivi une prise de parole par plusieurs représentants d'associations.

Ce rassemblement fut un succès, suscitant la curiosité des passants tout au long de la journée, malgré les problèmes techniques rencontrés qui ont malheureusement empêché la projection de films et documentaires.

SOS Disparus en Algérie commémore la journée internationale à la Mémoire des disparus

Le 30 août de cette année, coïncidant avec la 28ème journée du Hirak à Alger, SOS Disparu(e)s a organisé son rassemblement annuel pour commemorer cette journée internationale à la mémoire de tous les disparus. au sein même du soulèvement populaire.

La jeunesse algérienne a rejoint les familles de disparu(e)s et est venue rendre hommage aux victimes. Ces jeunes ont alors exprimé leur solidarité avec les familles en cette importante journée pour les victimes de disparitions forcées. Ils ont brandi les photos des disparu.e.s tout en improvisant spontanément des chansons sur les disparus et le courage des mères de disparus, en leur demandant de ne jamais baisser les bras.

SOS Disparu(e)s reçoit le sociologue Nacer Djabi

C'est sous le thème « Algérie : sociologie et révolution » que le sociologue Nacer Djabi a, le Samedi 28 septembre 2019, animé une conférence-débat à l'invitation de SOS Disparu(e)s.

Présent dans le mouvement populaire depuis le 22 février dernier, le chercheur livre ses observations et met en garde les décideurs contre leur incompréhension des évolutions sociologiques de la société. Il existe selon lui un risque dans la gestion de la crise actuelle. *«Le pouvoir n'a pas compris les transformations sociales rapides qui ont eu lieu en Algérie ces dernières années. Et si cette incompréhension persiste, on peut aller vers une confrontation brutale»* déclarait-il lors de cette conférence-débat.

Nacer Djabi explique que le hirak actuel est caractérisé par la présence de trois composantes essentielles de la société : les jeunes, les femmes et la classe moyenne.

Selon lui, les jeunes sont l'illustration de cette transformation sociologique de la société. Il estime que : *« Ces jeunes qui manifestent sont le produit de cette transformation que nous n'avons pas remarqué […] La référence du jeune Algérien d'aujourd'hui n'est ni l'Arabie Saoudite ni le Pakistan. Il se réfère au monde moderne. Cela est confirmé par son insistance sur le caractère pacifique de la mobilisation et le respect des femmes présentes en force dans le hirak. Ainsi, nous ne nous sommes plus dans la configuration des années 1990 ».*

Outre les jeunes, le rôle des femmes est également déterminant, grâce à leur engagement synonyme de rupture avec l'ordre ancien.

Enfin, la classe moyenne est elle aussi fortement présente dans ce mouvement. Elle se sent véritablement bloquée par le système et pas seulement d'un point de vue financier.

Nacer Djabi estime alors que *« c'est donc le meilleur de ce qu'a produit la société qui s'est retrouvé dans le hirak »* .

14ème anniversaire de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale

Le 29 septembre 2019 correspondait au 14ème anniversaire de la promulgation de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale.

A cette occasion, des mères et des parents des victimes ont tenu un rassemblement à proximité du Conseil national des droits de l'homme (CNDH) à Alger pour réclamer la vérité.

Brandissant les portraits des personnes disparues, les mères appelent à la vérité. *« Nous voulons connaître le sort de tous les disparus. Que ceux qui les ont kidnappés nous renseignent sur l'endroit où ils ont été enterrés »* déclarent-elles.

Hacene Ferhati, membre de l'ssociation SOS Disparus affirme quant à lui que : *« 14 ans après la promulgation de la charte de la réconciliation, les autorités n'ont rien fait pour permettre aux familles des victimes de connaître la vérité. On ne peut pas prétendre à la réconciliation sans connaître le sort de toutes les victimes ».*

Chaque semaine les familles de disparu.e.s tiennent des rassemblement similaires à celui-ci. Chaque semaine elles lèvent la voix pour espérer un jour accéder à la Vérité et à la Justice.

Brèves

Transmission d'un appel urgent au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies

Le jeudi 26 septembre 2019, Ahcene Kadi et Karim Boutata, militants et responsables au Rassemblement action jeunesse, ont été arrêtés par des agents en civil à l'intérieur de la cafétéria Milk Bar de la rue Abane-Ramdane, au Centre-ville d'Alger. Maintenus en garde à vue pendant trois jours, ils ont été présentés, le dimanche 29 septembre 2019, devant le juge d'instruction.

Placés sous mandat de dépôt, il leur est reproché une *« incitation à l'atteinte à l'intégrité territoriale par diffusion des vidéos sur facebook »* et le *« port de pancartes et slogans attentatoires à l'unité nationale ».* Ces arrestations montrent une volonté de réduire la jeunesse et l'opposition au silence et portent atteinte à la liberté d'expression.

Le CFDA a donc transmis un appel urgent au rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'expression et d'opinion auprès du Conseil des Droits de l'Homme des Nations- Unies le lundi 30 septembre 2019. Il lui demande son intervention auprès des autorités algériennes afin qu'elles cessent ces violations et qu'elles garantissent le droit à la liberté d'expression et d'opinion.

Les Droits de l'Homme sont en deuil

Le Collectif des Familles de Disparu(e)s en Algérie et SOS Disparus ont appris avec une profonde tristesse le décès de Louis Joinet, grand humaniste, survenu le dimanche 22 septembre 2019.

Louis Joinet, ancien expert indépendant auprès du Comité des droits de l'homme des Nations Unies, a dédié sa vie à rendre justice aux victimes, et notamment les victimes de disparitions forcées, et à lutter contre l'impunité.

Le Collectif des Familles de Disparu(e)s en Algérie et SOS Disparus, au nom de toutes les familles, transmettent leurs condoléances à sa famille et à ses proches.

Reportages sur les Familles de Disparu(e)s

Le 16 août 2019, un reportage de TV5MONDE s'est interressé à la situation des familles de Disparu(e)s. Ce dernier a mis en avant le témoignage de Zahra Boucharef dont le fils, Riad, a été arrêté en 1995.

Le 27 août 2019, un nouveau reportage a été diffusé sur Berbère TV. Pendant plus d'une heure il a été l'occasion de mettre en avant l'histoire des familles de Disparu(e)s ainsi que le travail de SOS Disparu(e)s dans sa lutte pour la Vérité, la Justice et la préservation de la Mémoire.

Ces reportages sont l'occasion de sensibiliser les auditeurs et spectateurs au combat des familles. Il prouve également que ce combat est toujours d'actualité.

Revues de Presse

Juillet

http://bit.ly/2kpd9XP

Août

http://bit.ly/2lXgqxC

Septembre

http://bit.ly/2IVkOWE

Contacts

Email : cfda@disparus-algerie.org

Site : www.algerie-disparus.org

Phone : 0033 (0)9 53 36 81 14

Notre page

Notre Mémorial Virtuel